



Des services de téléphonie cellulaire plus abordables

Les Canadiennes et les Canadiens paient trop cher pour leurs services de téléphonie cellulaire. Des facteurs uniques tels que la taille du pays ont certes une incidence sur les prix, mais la façon actuelle dont quelques grandes sociétés font grimper les prix est injuste pour la population. D'importantes améliorations sont nécessaires. Par exemple, les entreprises de télécommunications canadiennes génèrent les recettes les plus élevées par gigabit (Gb) parmi les pays développés.¹

Un gouvernement libéral réélu prendra des mesures rigoureuses pour réduire de 25 % les frais des services de téléphonie cellulaire. Une famille de quatre pourra ainsi économiser 1 000 \$ par année.

Réduire les prix pour les Canadiens

Dans un marché ouvert type, les prix sont établis en fonction de la concurrence. Les Canadiens choisissent donc un produit ou un service dont le prix leur convient. Or, selon le Commissaire de la concurrence du Canada, la hausse constante des prix dans le marché des télécommunications démontre l'absence d'une concurrence vigoureuse parmi les trois fournisseurs nationaux de services sans fil.² En outre, les profits des fournisseurs canadiens sont plus élevés que partout ailleurs dans le monde.³

S'il est réélu, le gouvernement libéral réduira les prix de 25 % et ramènera les prix des fournisseurs canadiens au même niveau que ceux des pays du G7 et de l'Australie. Pour y arriver, il prendra les mesures suivantes.

- Il travaillera de concert avec les entreprises de télécommunications pour offrir des forfaits à des prix comparables à ceux des autres pays⁴, ainsi qu'un forfait familial illimité.
- Il favorisera la concurrence en élargissant les critères d'entrée sur le marché canadien des exploitants de réseaux mobiles virtuels (ERMV).
 - Les ERMV louent de la capacité à un prix de gros auprès d'entreprises de services sans fil établies et revendent celle-ci aux consommateurs à des prix de détail réduits sous leur propre marque d'entreprise.

Économie annuelle moyenne pour une famille de quatre			
	Prix moyen actuel	Prix avec la réduction prescrite	Économie
2 forfaits appels et textos illimités partout au Canada, plus de deux fonctions optionnelles et 5 Go de données par mois	2 095,68 \$	1 571,76 \$	523,92 \$
2 forfaits appels et textos illimités partout au Canada, plus de deux fonctions optionnelles et 2 Go de données par mois	1 810,56 \$	1 357,92 \$	452,64 \$
Total:			976,56 \$

- Les grands exploitants de réseaux devront louer leur capacité disponible aux concurrents admissibles. L'admissibilité ne sera pas uniquement déterminée en fonction de l'infrastructure physique du réseau : l'engagement des exploitants à créer des emplois, à développer leurs compétences et à investir dans la recherche entreront aussi en ligne de compte.

Si, après deux ans, nous constatons que les prix n'ont pas baissé, nous envisagerons d'élargir les critères d'admissibilité des ERMV. Nous pourrions :

- abaisser le seuil d'investissement et d'entrée sur le marché des ERMV;
- réduire la vitesse à laquelle les ERMV obtiennent un accès aux réseaux;
- élargir le mandat du CTCRC pour que l'abordabilité des services aux consommateurs devienne un objectif central et outiller adéquatement l'organisme pour qu'il puisse atteindre cet objectif.

Priorité à l'abordabilité et à l'accès

Pour mettre en place un réseau 5G haute vitesse partout au Canada, nous travaillons à élargir la capacité du « spectre », c'est-à-dire les ondes qui transmettent les signaux cellulaires et Internet.

À l'heure actuelle, l'accès au spectre est accordé aux plus offrants. Pour favoriser la concurrence et la baisse des prix au pays, un gouvernement libéral veillera à :

- Accorder l'accès au spectre en fonction du choix des consommateurs, de l'abordabilité et de l'accès élargi.
- Nous réserverons aussi des places aux nouveaux concurrents.
- Si elles ne respectent pas les exigences établies, les entreprises feront face à des amendes et pourraient perdre leur accès au spectre.
- Investir un milliard de dollars sur cinq ans pour offrir un accès à Internet haute vitesse⁵ à l'ensemble des résidences et des entreprises canadiennes d'ici 2030, par le biais des fonds existants de la Banque de l'infrastructure du Canada.
- Cette somme s'ajoute à l'investissement de 1,7 milliards de dollars prévu au budget de 2019 pour doter les communautés rurales et éloignées d'un accès universel à Internet haute vitesse.

Coûts

Les détails supplémentaires concernant les coûts de ces mesures seront publiés au cours de la campagne.

¹<https://tefficient.com/wp-content/uploads/2018/07/tefficient-industry-analysis-1-2018-mobile-data-usage-and-revenue-FY-2017-per-country-10-July-2018.pdf>

²<https://www.competitionbureau.gc.ca/eic/site/cb-bc.nsf/fra/04431.html>

³Estimations de Bank of America Merrill Lynch Global Research, base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2018. Les données sont celles du deuxième trimestre 2018. Pays classés selon le classement de MSCI au 27 septembre 2016..

⁴Tel que déterminé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada dans le rapport Comparaison des tarifs des services filaires, Internet et sans fil offerts au Canada et à l'étranger.

⁵Vitesse d'au moins 50/10 Mbits/s